

LETTRES-PATENTES

D U R O I

EN FORME D'ÉDIT,

*CONCERNANT les Anoblissemens dans les Colonies
Françoises, & les preuves de Noblesse à faire
dans le Royaume par les Habitans desdites
Colonies.*

Données à Versailles, le 24 Août 1782.

Registrées en la Cour des Aides, le 28 Décembre 1782.



LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présens &
à venir; SALUT. Les Rois nos prédécesseurs
ont cru qu'il étoit de leur sagesse d'affec-
tionner de plus en plus à leur service, &
d'exciter à la vertu, par des distinctions honorables, ceux
de leurs Sujets qui avoient transporté leur fortune, fixé

A

leur établissement, ou qui étoient nés dans les Colonies Françaises; plusieurs Habitans de nosdites Colonies ayant, en considération des services importans qu'ils avoient rendus, obtenu des Lettres de noblesse, Nous sommes informés qu'on a cherché à semer des inquiétudes dans les familles desdits habitans, sous le prétexte des révocations prononcées; premièrement, par la Déclaration du 27 Septembre 1664, des Anoblissemens accordés depuis le premier Janvier 1634; deuxièmement, par l'Edit du mois d'Août 1715, de ceux accordés depuis le premier Janvier 1689; troisièmement, par l'Arrêt du Conseil, du 2 Mai 1730, sur le droit du joyeux avènement du feu Roi, notre honoré Seigneur & Ayeul, à la Couronne, de ceux accordés depuis 1643, jusqu'au premier Septembre 1715, dans le cas où l'on ne satisferoit pas à ce droit; quatrièmement, par l'Edit du mois d'Avril 1771, de ceux accordés depuis le premier Janvier 1715, aussi dans le cas où les sommes qu'il impose sur les Anoblis ou sur leurs Descendans, ne seroient pas acquittées. Nous nous sommes fait représenter ces Déclaration, Edits & Arrêt, & nous avons remarqué, par les objets d'administration qu'ils renferment, qu'ils étoient peu susceptibles d'application à l'administration des Colonies Françaises, ni à la plupart des Anoblissemens accordés aux Habitans d'icelles, conséquemment que l'exception à leur égard n'avoit point été nécessaire; que d'ailleurs, s'il existoit dans nosdites Colonies quelques familles, dont les titres d'Anoblissement fussent dans le cas de la révocation prononcée par les Déclaration, Edits & Arrêt de notre Conseil ci-dessus mentionnés, & qui n'ont pas été enregistrés dans nos Conseils Supérieurs de nosdites Colonies, il ne seroit pas juste

que ces Familles perdissent la distinction de la Noblesse qui auroit de bonne foi déterminé des alliances honorables & des établissemens avantageux : dans ces circonstances, Nous pensons qu'il est de notre justice de venir au secours desdits Habitans, de reconnoître le zèle & la fidélité qu'ils ont toujours montrés, de faire cesser la fausse application qu'on auroit pu donner auxdites Déclaration, Edits & Arrêt; de fixer irrévocablement, non-seulement dans nos Colonies, mais même dans notre Royaume, l'effet des Anoblissemens accordés à aucuns des Habitans d'icelles : Nous avons, en même temps, jugé à propos de faciliter auxdits Habitans, les preuves de noblesse qu'ils feront dans le cas de faire dans notre Royaume, en prenant toutefois les précautions nécessaires, pour écarter les fraudes qui pourroient en altérer la pureté. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons, par ces Présentes, signées de notre main, dit & déclaré, statué & ordonné; disons, déclarons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.


LES Lettres d'Anoblissement accordées par Nous ou par les Rois nos Prédécesseurs, à aucuns Habitans de nos Colonies, ou à ceux qui depuis qu'ils auroient transporté leur domicile dans lesdites Colonies, auroient été anoblis, continueront d'avoir leur effet à leur égard, ou à l'égard de leurs enfans mâles & femelles, & descendans en ligne directe & en légitime mariage, soit dans nos Colonies, soit dans notre

4

Royaume, pourvu que lesdites Lettres d'Anoblissement aient été revêtues des formalités ordinaires & accoutumées, & qu'il ne puisse être valablement opposé, soit auxdits Anoblis ou à leurs Descendans, aucune dérogance.

ART. II. LEUR noblesse sera comptée, à dater des enregistremens desdites Lettres d'anoblissement, dans nos Parlemens & autres nos Cours, & dans les Conseils Supérieurs de nos Colonies, en la forme ordinaire & accoutumée. **Voulons** qu'ils en jouissent pleinement & paisiblement, sans qu'on puisse leur opposer, en aucun cas, la Déclaration du 27 Septembre 1664; l'Edit du mois d'Août 1715; la Déclaration du 27 Septembre 1723; l'Arrêt du Conseil, du 2 Mars 1771, ni aucune autre Ordonnance ou Règlement, dont Nous n'avons pas ordonné l'enregistrement dans les Conseils Supérieurs de nosdites Colonies.

ART. III. ORDONNONS que lesdits Anoblis ou ceux de leurs Descendans, nés dans nos Colonies, qui seront dans le cas de faire preuve de leur Noblesse, seront tenus de rapporter, indépendamment de leurs Lettres d'Anoblissemens ou titres constitutifs de leur Noblesse & des titres & actes nécessaires pour justifier de leur filiation & possession de Noblesse, un acte de notoriété du Conseil Supérieur, dans le ressort duquel leur domicile sera établi, portant que les Anoblis, depuis la date de leur titre d'Anoblissement & leurs Descendans, n'auront exercé aucun état incompatible avec la Noblesse dont ils seront revêtus; qu'ils auront pris les qualités nécessaires pour la conserver : Ne pourra, ledit acte de notoriété, être donné que d'après les conclusions de notre Procureur Général,



5

par le Conseil Supérieur assemblé en nombre compétent ;
& sera ledit acte, signé par tous les Juges qui auront assisté à
la séance, & par notre Procureur Général.

ART. IV. ATTENDU les partages des familles, dont les titres originaux restent ordinairement en possession de la branche aînée, & vu le danger de confier à l'incertitude de la navigation, les originaux des titres justificatifs de la Noblesse, voulons, sans tirer à conséquence, que les copies collationnées des titres constitutifs de Noblesse, & Arrêts d'enregistrement d'iceux, soient admises dans les preuves que les Habitans de nos Colonies seroient obligés de faire dans notre Royaume : Et seront, lesdites copies attestées, conformes aux originaux, & signées par nos Conseils Supérieurs, chacun dans leur ressort, en observant les mêmes formalités prescrites par l'article III des présentes ; & sera en outre indiquée dans ladite attestation, la branche de la famille, entre les mains de laquelle lesdits titres originaux seront restés.

ART. V. LES Descendans des Anoblis, pour obtenir l'acte mentionné en l'article III, & dans la forme qui y est désignée, seront tenus de rapporter, outre le titre de leur Anoblissement, les titres & autres actes civils, tels que contrats de mariage, partages, transactions, testamens & autres pièces admises dans les preuves de Noblesse, & de les joindre à la Requête qu'ils feront présenter au Conseil Supérieur du ressort, à l'effet d'avoir ledit acte, lequel leur sera donné comme ci-dessus, d'après les conclusions de notre Procureur Général ; de laquelle production il sera fait mention dans ledit acte.

ART. VI. N'EMPÊCHONS, soit nos Procureurs Généraux esdits Conseils, soit nosdits Conseils Supérieurs, chacun dans leur ressort, de requérir & ordonner, s'ils avisent qu'il en soit besoin, d'après les Requêtes des Parties, pour avoir le Certificat de non-dérogeance, une enquête dans laquelle seront entendus au moins quatre témoins notables, entre ceux que les Parties pourront indiquer au nombre de six, & que nos Procureurs Généraux pourront choisir.

ART. VII. L'ENQUÊTE ne pourra être ordonnée que pour avoir le Certificat de non-dérogeance : N'entendons qu'elle puisse suppléer au défaut de titres, ni au défaut de qualités nécessaires pour la conservation de la Noblesse.

ART. VIII. LES Anoblis, pour avoir ledit acte, ne seront tenus de joindre à leur Requête, que les Lettres d'Anoblissement, ou le titre constitutif de leur Noblesse.

ART. IX. LES descendants des Anoblis, pour obtenir la signature & attestation des copies conformes à l'original, & dans la forme mentionnée à l'article IV, seront tenus de joindre à leur Requête le titre constitutif de leur Noblesse, & de se conformer à l'article V ci-dessus.

ART. X. N'ENTENDONS rien innover, pour ce qui regarde la production des pièces, à l'effet de justifier dans notre Royaume, de la Noblesse de nos sujets des Colonies, si ce n'est à l'égard du titre constitutif d'icelle ; lequel pourra être produit en copie collationnée dans la forme prescrite par l'article IV du présent Edit. SI DONNONS EN MANDEMENT,

à nos Amés & féaux Confeillers, les Gens tenans notre Cour des Aides, à Paris, que ces Présentes, ils aient à faire lire, publier & enregistrer & le contenu en icelles garder & observer, selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Rèlemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces présentes. CAR, tel est notre plaisir, & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles, au mois d'Août, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-deux, & de notre règne, le neuvième. *Signé* LOUIS, & plus bas par le Roi, le Marquis DE CASTRIES. *Visa* HUE DE MIROSMENIL, & scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

Registrées, ouï & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. Fait à Paris, en la Cour des Aides, Chambres assemblées, le dix-huitième jour de Décembre mil sept cent quatre-vingt-deux. Collationné Signé L E P R I N C E.

A PARIS, chez KNAPEN & Fils, Libr.-Impr. de la Cour des Aides, au bas du Pont Saint Michel, 1783.

61-524
W. C. A.
5-22-68

EB.
W. C. A.
1950
1-Size

